

En Autriche, la chute de la coalition des droites

L'EXTRÊME DROITE À L'ÉPREUVE DU POUVOIR 15 Après des révélations accablantes, le vice-chancelier FPÖ, allié aux conservateurs, a démissionné, à une semaine du scrutin européen

VIENNE - correspondant

Il y a quelques jours seulement, « l'enfant prodige » de la politique autrichienne, Sebastian Kurz, vantait encore la « stabilité » offerte par son gouvernement, le plus populaire depuis une décennie. L'alliance scellée en décembre 2017 entre ce chancelier conservateur membre du Parti populaire d'Autriche (ÖVP, chrétien conservateur), âgé de 32 ans, et l'héritier du sulfureux Jörg Haider, le vice-chancelier Heinz-Christian Strache, était même présentée par le dirigeant nationaliste hongrois Viktor Orban comme un « exemple » à dupliquer au niveau continental, après les européennes du 26 mai.

Malheureusement pour lui comme pour M. Orban, samedi 18 mai, M. Kurz a paru tout penaud en annonçant qu'il n'avait pas d'autre choix que de mettre fin à sa lune de miel avec le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ, extrême droite). Il a dû admettre l'obligation qui était la sienne d'organiser des législatives anticipées, au début du mois de septembre.

UN GUET-APENS GROSSIER

Le chancelier autrichien sait qu'il se trouve désormais en position inconfortable car, alors ministre des affaires étrangères, il avait écourté sa coalition avec les sociaux-démocrates, en mai 2017, pour convoler le plus vite possible avec M. Strache, alors que pleuvaient les mises en garde concernant le caractère sulfureux des relations entre le FPÖ et la Russie. Ce parti avait déjà innové par le passé en étant le premier, dans l'Union européenne, à se rapprocher du régime de Kadhafi, quand, déjà, en 2000, les conservateurs autrichiens ulcéraient leurs homologues européens en offrant un strapontin à M. Haider.

Or, même dans le théâtre de boulevard, on a rarement connu rebondissement aussi spectaculaire que celui qui a ébranlé tout le pays, vendredi 18 mai. Ce soir-là, vers 18 heures, 8,8 millions d'Autrichiens se préparent à partir en week-end. Tout à coup apparaît sur leurs réseaux sociaux une vidéo proprement sidérante. On y voit leur vice-chancelier, manifestement alcoolisé, lors d'un séjour à Ibiza (Baléares, Espagne), proposer à une prétendue nièce d'un oligarque russe de transformer le plus grand quotidien autrichien, la *Kronen Zeitung*, en un organe de propagande pro-FPÖ, contre l'obtention de contrats publics.

La séquence est filmée en caméra cachée. Elle date du mois de juillet 2017, soit trois mois avant les législatives. A cette époque, M. Strache n'est pas encore vice-chancelier. Il est un ancien prothésiste dentaire ayant frayé avec les néonazis, trépannant dans l'opposition à la tête du parti d'extrême droite. Pour enfin devenir « salonfähig », comme on dit en allemand, c'est-à-dire fréquentable, ses compatriotes savent, maintenant qu'ils ont vu cette vidéo, qu'il aura été prêt à tout, se vautrant dans un guet-apens grossier.

On en ignore toujours à ce jour, d'ailleurs, les commanditaires. Simplement sait-on que des journalistes allemands des presti-

gieuses rédactions du *Spiegel* et de la *Süddeutsche Zeitung*, soigneusement choisis pour leur solide réputation, ont été appelés par un mystérieux inconnu leur promettant un scoop. Qu'ils se sont rendus dans une station-service, puis dans une chambre d'hôtel, où ils ont trouvé plusieurs clés USB.

En revenant au siège de leurs journaux, ils ont découvert sept heures de film. Une villa des Baléares avait entièrement été équipée de petites caméras discrètes. Une femme, se présentant comme « Aljona Makarowa », « nièce » du magnat du gaz Igor Makarov,

avait invité M. Strache, alors en vacances à Ibiza, où cet incorrigible fêtard se rend régulièrement, en lui affirmant qu'elle disposait de centaines de millions d'euros d'argent sale à recycler à l'étranger.

Il n'aura pas fallu longtemps à M. Strache, alors donné en troisième position dans les sondages, derrière Sebastian Kurz et le chancelier social-démocrate sortant, Christian Kern, pour tomber dans le panneau. Craquant sur plusieurs de ses adversaires, demandant à la jeune femme d'enquêter sur leur vie privée, car « certains prennent des drogues » ou sont « des homosexuels », M. Strache croit manifestement tenir l'occasion rêvée de manipuler les élections pour arriver en tête du scrutin. Immédiatement, il propose à son interlocutrice de s'emparer du plus gros journal autrichien, de faire « virer » des journalistes, de mettre la main sur une chaîne de télévision publique que le FPÖ entend privatiser.

A plus court terme, il détaille aussi le meilleur moyen de contribuer au finance-

ment de son parti, sans que la Cour des comptes autrichienne ne se doute de rien. N'est-ce pas ce que font plusieurs des grandes fortunes les plus connues d'Autriche depuis tant d'années, avec tous les partis, sans en être aucunement inquiétées ? M. Strache jubile. Il aimerait tellement faire comme Viktor Orban qui, au nez et à la barbe de Bruxelles, transforme la Hongrie en régime autoritaire.

Quelques jours après ce rendez-vous, la dame s'est envolée. Renseignement pris, M. Makarov n'a pas de nièce se prénommant Aljona. Le chef du FPÖ comprend-il alors qu'il est tombé dans un traquenard ? En octobre, son parti arrive troisième aux élections et fait alliance avec Sebastian Kurz. Il obtient, pour les siens, des ministères régaliens.

Mais pour une raison qu'on ne connaît pas encore, ceux qui lui ont tendu un piège ont décidé de le faire tomber. Et sa chute est violente : il aura démissionné, les larmes aux yeux, quelques heures seulement après la mise en ligne de la vidéo.

LES AUTRICHIENS DÉCOUVRENT LEUR VICE-CHANCELIER, ALCOOLISÉ, PROPOSER À UNE FEMME DE

TRANSFORMER LA « KRONEN ZEITUNG » EN UN ORGANE DE PROPAGANDE PRO-FPÖ EN ÉCHANGE DE CONTRATS PUBLICS

Son seul luxe et son seul plaisir aurait été d'entraîner avec lui les conservateurs. Car Sebastian Kurz aurait préféré maintenir la coalition avec le FPÖ, à une condition : il aurait fallu qu'outre la démission de M. Strache, la formation accepte que le portefeuille de l'intérieur, occupé par le très controversé Herbert Kickl, revienne dans le giron des conservateurs. Mais l'extrême droite aurait refusé.

A ce stade, la question est de savoir si la justice autrichienne va pouvoir disposer des sept heures d'enregistrements, qui sont potentiellement explosives pour un certain nombre d'hommes d'affaires et de responsables politiques dans toute l'Europe.

Cette crise promet d'être d'une intensité remarquable, pouvant ébranler, lors du scrutin européen de dimanche 26 mai, les alliés continentaux de M. Strache : Marine Le Pen en France et Matteo Salvini en Italie, pour ne citer qu'eux. Pour la première fois en Europe, il est prouvé que l'extrême droite a tenté d'obtenir des financements occultes en Russie.

VIKTOR ORBAN CITÉ COMME MODÈLE

M. Orban est la figure la plus menacée par ce coup du destin. Dans la vidéo, il est cité plusieurs fois comme un modèle par M. Strache, qui explique par le menu comment – et surtout avec qui – le chef de l'exécutif hongrois a réussi à détruire les médias de son pays. Il lâche plusieurs fois le nom de Heinrich Pecina. Cet investisseur viennois mutique a racheté des médias hongrois en difficulté, avant de les revendre à des obligés de Viktor Orban. Dans la vidéo, M. Strache propose même à son interlocutrice russe de faire alliance avec lui pour devenir majoritaire dans l'actionnariat de la *Kronen Zeitung*.

Pour rappel, Viktor Orban a rencontré M. Strache à l'ambassade de Hongrie à Vienne. Il a aussi vu, en secret, M. Pecina. Ces rencontres ont eu lieu en janvier 2018, soit quelques semaines seulement après l'entrée du FPÖ au gouvernement. A quelques jours des européennes, Viktor Orban voudrait bien les faire oublier. Il a refusé de commenter le départ fracassant de celui qui, hier encore, était une pièce maîtresse de son dispositif pour faire basculer toute l'Europe dans son projet d'alliance illibérale.

Angela Merkel, très opposée au rapprochement entre droite et extrême droite européennes, a été beaucoup plus tranchante : « Nous sommes confrontés à des courants (...) qui veulent détruire l'Europe de nos valeurs, et nous devons y résister catégoriquement », a averti la chancelière allemande. ■

BLAISE GAUQUELIN

Prochain épisode En Italie, la fuite en avant sécuritaire de Matteo Salvini

Aux affaires, l'extrême droite autrichienne n'a rien renié

Le parti de Heinz-Christian Strache a maintenu une ligne dure sur l'islam et l'immigration, limitant ses concessions à la question européenne

VIENNE - *correspondant*

C'était sans doute une stratégie : depuis son retour au pouvoir, en décembre 2017, en coalition avec le Parti populaire d'Autriche (ÖVP, conservateur), l'extrême droite continuait de camper sur des positions provocatrices. Ayant retenu les leçons de sa première expérience au pouvoir, sous l'ère de Jörg Haider, entre 2000 et 2006, elle n'entendait pas répéter les erreurs du passé. À l'époque, elle avait dévié dans les sondages en s'assagissant une fois arrivée aux affaires.

Elle avait peur aussi de passer dans l'ombre du chancelier conservateur, Sebastian Kurz, en recentrant son discours – à l'image du Jobbik, terrassé par Viktor Orbán en Hongrie – alors que le chancelier venait braconner sur ses terres en parlant quotidiennement des « dangers de l'immigration » et de la « lutte contre l'islam politique ». Ces quinze derniers

mois, elle s'est donc appliquée à surenchérir.

Heinz-Christian Strache, le vice-chancelier FPÖ, a continué, par exemple, à marteler la perspective d'un « grand remplacement » des populations d'Europe par des Africains et des musulmans, une ineptie selon les scientifiques, alors que cette théorie a justifié le passage à l'acte du terroriste ayant assassiné cinquante fidèles en train de prier dans une mosquée de Christchurch, en Nouvelle-Zélande. Il a souvent tenté de capter l'appareil d'Etat pour des intérêts partisans, comme lorsqu'il a organisé une soirée de lancement de son think tank, payée par son ministère, autour du thème de « l'antisémitisme islamiste ».

Ses ministres ont défrayé régulièrement la chronique. Herbert Kickl, titulaire du portefeuille de l'intérieur, a été boycotté par ses homologues occidentaux, qui le soupçonnaient d'envoyer directement à Moscou toutes les informations que se partagent les ser-

vices européens de renseignement. Karin Kneissl, aux affaires étrangères, a poussé la provocation jusqu'à inviter Vladimir Poutine à son mariage sans en informer au préalable ni le chancelier ni le président. Filmées par la télévision russe, ses agapes joyeuses auront dessiné la caricature d'un pays se disant neutre, mais prêt à un rapprochement risqué avec le Kremlin.

Trois portefeuilles régaliens

Cependant, Sebastian Kurz n'a jamais cherché à recadrer son allié, car jamais les sondages ne seront venus sanctionner ni sa formation ni l'extrême droite. Le discours raciste du FPÖ n'a pas vraiment gêné la majorité des Autrichiens, qui auraient sans doute continué de plébisciter cette alliance entre la droite et l'extrême droite, si la vidéo compromettante n'avait pas fait surface.

Avant ce coup de théâtre, le FPÖ était encore crédité de 23 % des voix pour les élections européen-

nes du 26 mai, contre 30 % pour les conservateurs (et 27 % pour les sociaux-démocrates, dans l'opposition). La coalition bénéficiait d'une conjoncture économique très favorable, permettant aux deux formations de multiplier les cadeaux fiscaux en direction de la classe moyenne.

Ayant parfaitement délimité les frontières respectives de leurs électors, MM. Kurz et Strache se permettaient des compromis permettant à l'un et à l'autre de rester populaire. L'extrême droite a ainsi renoncé à pousser ses idées souverainistes sur l'Europe, qui auraient placé Vienne en porte-à-faux face à Paris et Berlin. Elle n'a pas non plus insisté sur la question du Tyrol, divisé en deux depuis les lendemains de la première guerre mondiale, et dont le FPÖ se fait traditionnellement le porte-voix. Elle n'avait, de toute façon, aucune envie de se fâcher avec son allié italien, Matteo Salvini (Ligue, extrême droite).

Sebastian Kurz, qui, pour devenir chancelier, aura fait des concessions exorbitantes à l'extrême droite, lui offrant entre autres trois portefeuilles régaliens (intérieur, défense et affaires étrangères), malgré toutes les mises en garde émanant de ses partenaires européens, a donné son feu vert à des mesures applaudies par les électeurs de l'extrême droite, comme l'autorisation de fumer dans les restaurants ou l'augmentation de la vitesse sur les autoroutes.

Vision libérale de l'économie

Le jeune chancelier n'a jamais tenu compte des inquiétudes de l'opposition concernant l'accord de coopération liant le FPÖ et le parti Russie unie de Vladimir Poutine. Tant que ni lui ni M. Strache ne dévissaient dans les intentions de vote, tout allait pour le mieux, de leur point de vue. D'autant plus que les deux hommes partageaient une même vision libérale de l'économie, visant à réduire les dépenses socia-

les, maintenir le budget à l'équilibre et baisser les charges des entreprises, une politique très en phase avec l'opinion publique.

C'est donc la corruption qui, comme en 2000, aura eu raison de l'exécutif droite-extrême droite. « Du coup, je me pose quand même la question, s'interroge l'un des cerveaux du FPÖ, l'ancien député européen Andreas Mølzer, dans les colonnes du journal *Kleine Zeitung*. Le FPÖ est-il véritablement incapable de gouverner ? Suis-je finalement depuis des décennies dans le mauvais parti ? »

C'est lui qui, en éminence grise, avait fortement contribué à installer Jörg Haider à la tête du FPÖ, avant que ce dernier ne se tue en voiture, en 2008, et que l'on découvre l'existence de liasses de billets offertes par Kadhafi. C'est encore lui qui avait récupéré le FPÖ exsangue après ce scandale et fait grimper à sa tête Heinz-Christian Strache, alors proche des néonazis. ■

BLAISE GAUQUELIN